

# Les programmes de transfert en espèces pour la parité et l'enseignement secondaire des filles

## Résumé

L'importance de l'enseignement secondaire des filles est reconnue comme un élément fondamental du développement économique national d'un pays. L'utilisation des Transferts conditionnels en espèces (TCE) et Transferts en espèces sans conditions (TESC) comme programmes ou politiques économiques s'est avérée avoir un impact significatif sur le développement humain, particulièrement en termes de réussite des populations ciblées dans les domaines de la santé et de l'éducation. Bien que les programmes ciblant spécifiquement la transition des filles et leur inscription dans l'enseignement secondaire soient peu nombreux, des faits récents montrent que des politiques bien conçues de transferts en espèces à ce niveau sont bénéfiques.

Des exemples de dispositifs de transferts en espèces réussis dans des pays d'Amérique latine tels que le Brésil et le Mexique apportent une perspective précieuse pour le traitement des questions d'inégalités économiques, de pauvreté et d'entraves au développement humain. Les coûts d'opportunité représentant toujours un obstacle important pour de nombreuses adolescentes au niveau de l'enseignement secondaire, les stratégies de transferts en espèces pourraient constituer un moyen de garantir aux filles l'opportunité de suivre une scolarité au niveau secondaire. Ces stratégies pourraient ouvrir la voie vers la réalisation d'engagements éducatifs internationaux tels que l'Objectif du Millénaire pour le développement n°3 qui traite des inégalités entre les sexes en termes d'enseignement primaire et secondaire. ►

## L'enseignement secondaire des filles est une force de croissance économique

Le fait d'avoir suivi un enseignement au niveau secondaire est un facteur de la plupart des bénéfices généralement associés à l'éducation des filles, qu'il s'agisse d'une nette amélioration du revenu ou des réductions tout aussi remarquables des taux de fertilité et mortalité. Les bénéfices de l'éducation des filles sont particulièrement conséquents dans les pays en développement, qui, dans la plupart des cas, sont plus importants que ceux qui sont observés dans les pays développés ou associés à l'éducation des garçons. Chaque année scolaire supplémentaire stimule la croissance à long terme de 0,58 pourcent par an. Les effets sont tout à fait substantiels, particulièrement

pour des régions où l'inégalité des sexes est considérable, comme en Asie du Sud, au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord. Par ailleurs, une étude de la Banque mondiale menée sur 100 pays démontre qu'une augmentation d'un pourcent de l'enseignement secondaire des filles entraîne une hausse des revenus annuels de 0,3 pourcent par habitant.

Dans les pays en développement, les bénéfices sociaux de la scolarité des femmes sont significatifs. Ces gains se reflètent entre autres dans la réduction du taux de fertilité de ces dernières, une amélioration de la nutrition des femmes enceintes ou allaitantes et des nourrissons, une baisse du taux de mortalité infantile et une réduction du nombre de mariages et de grossesses précoces. Les bénéfices se remarquent également dans le secteur agricole, avec l'utilisation de méthodes plus productives imputables à une

meilleure éducation des filles, ainsi que dans la participation citoyenne globale, les femmes ayant davantage de confiance en elles participant plus volontiers au processus politique.

## Les programmes de transfert en espèces pour le développement éducatif

De leur introduction dans les années 1990 en Amérique latine (Mexique et Brésil) à leur adaptation dans de nombreux autres pays du monde (Figure 1), les programmes de transferts en espèces ont été utilisés comme stratégie de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie humaine.

Ces politiques et programmes mettent l'aide financière à disposition des familles, avec ou sans conditions, voire directement, sous la forme de dons ou de bourses destinés aux enfants, afin de compenser les coûts, en particulier pour l'inscription à l'école et la poursuite de la scolarité des filles. La plupart de ces programmes visent à compenser les coûts d'opportunité pour les parents ou les élèves afin que ces derniers demeurent scolarisés. Certains de ces programmes se concentrent sur la poursuite de la scolarisation des filles afin d'empêcher le mariage précoce. Aujourd'hui, la plupart des pays d'Amérique latine ont adopté un type de programmes de

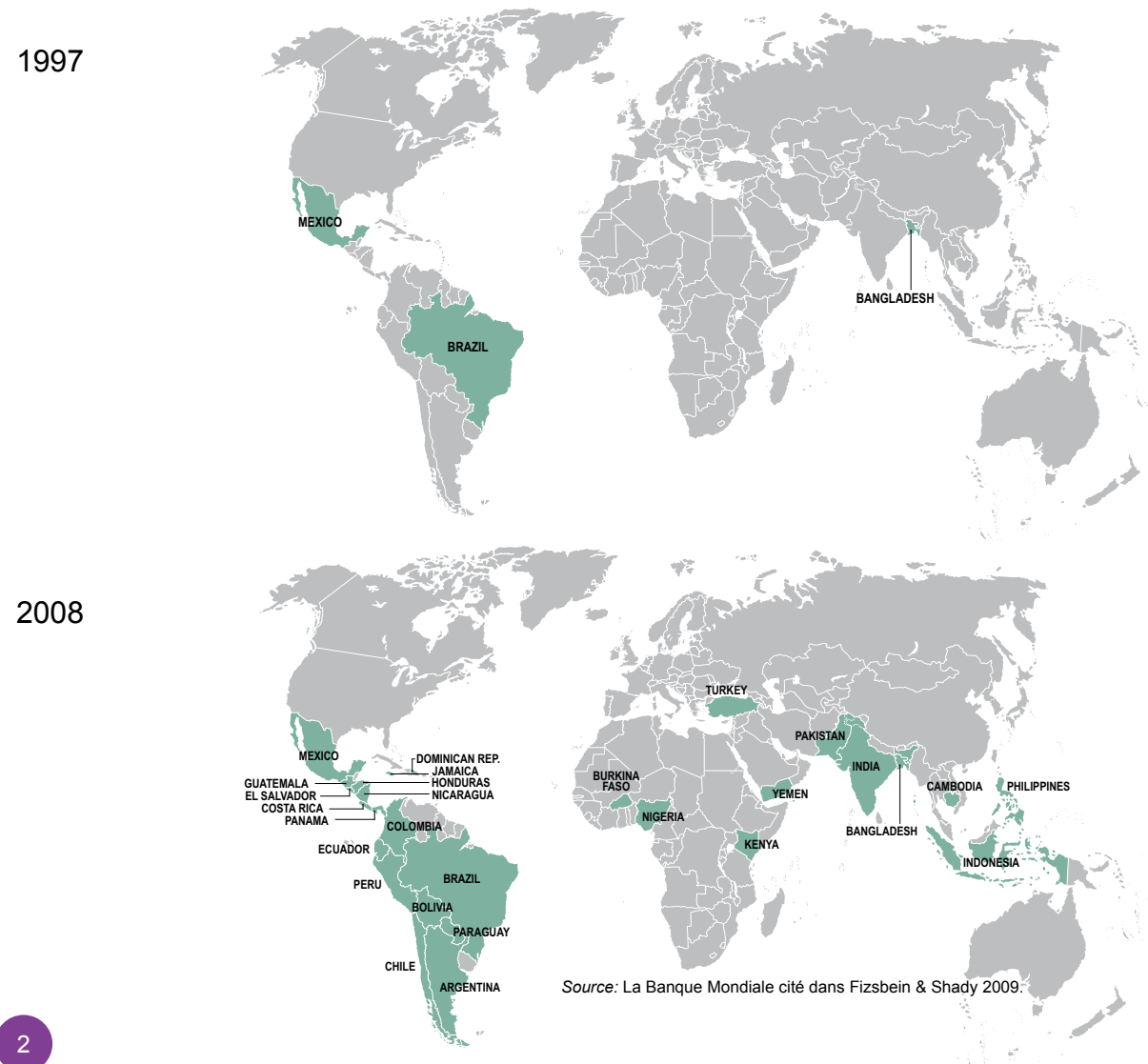
transferts en espèces (Figure 1). Certains pays d'Asie et d'Afrique utilisent également les transferts en espèces dans la réalisation des objectifs de développement humain.

Dans les pays où le taux d'adolescentes déscolarisées demeure considérablement élevé (Tableau 1), particulièrement dans l'Afrique sub-saharienne, aucun programme de transferts conditionnels en espèces n'a été introduit.

## Les programmes de transferts en espèces sans conditions

Les programmes de transferts en espèces sans conditions visent à fournir un filet de protection sociale pour les groupes ciblés des populations les plus démunies. La plupart des TESC sont l'occasion de mettre à disposition de petits montants en espèces juste suffisants pour répondre au besoin qui a motivé le transfert. Par exemple, certains transferts ont pour but la protection sociale et économique des adultes et des membres de leur famille dépendants contre la faim et la malnutrition. Aucun comportement particulier du bénéficiaire n'est demandé en contrepartie, comme par exemple de se rendre dans des établissements de santé ou de produire des factures d'achats relatifs à l'éducation des enfants ou dépendants au sein du ménage. L'argent reçu est un moyen d'amélioration

Figure 1: Transferts conditionnels en espèces dans le monde, 1997 et 2008



Source: La Banque Mondiale cité dans Fiszbein & Shady 2009.

Tableau 1 : Taux des adolescentes déscolarisées dans les pays sélectionnés, 2009 ou dernière année disponible

Pays	Taux	Pays	Taux
Australia <sup>-1</sup>	0.0	Burundi <sup>-2</sup>	58.1
Kazakhstan <sup>-4</sup>	0.2	Burkina Faso <sup>+1</sup>	58.7
Finland <sup>-4</sup>	0.2	United Republic of Tanzania	60.2
Japan <sup>-4</sup>	0.2	Guinea	60.7
Croatia <sup>-1</sup>	0.3	Eritrea	62.7
United Kingdom <sup>-1</sup>	0.5	Pakistan	64.2
Denmark <sup>-2</sup>	0.6	Djibouti <sup>-1</sup>	65.3
Greece <sup>-3</sup>	0.7	Central African Republic <sup>+1</sup>	68.8
Hungary	0.8	Senegal <sup>-3</sup>	71.3
Iceland	0.8	Niger <sup>-2</sup>	83.4

Note: +1 Se réfère aux données de 2010; -1 Se réfère aux données de 2008; -2 Se réfère aux données de 2007; -3 Se réfère aux données de 2006; -4 Se réfère aux données de 2005

Source : Institut de la statistique de l'UNESCO, 2012

de leur consommation. Ces programmes ont, directement ou indirectement, influencé des décisions de dépenses prises par les ménages. Les études sur le mode de consommation des ménages ont observé que ces fonds sont généralement utilisés pour rembourser des dettes, créer des moyens de subsistance ou éduquer les enfants.

Lorsque les transferts se font sous forme de pensions, l'impact sur le niveau de scolarisation semble dépendre de plusieurs facteurs, comme on le remarque dans le cas des TESC en Afrique du Sud. Des chercheurs (Hamoudi et Thomas, 2005) ont étudié des enfants âgés de six à dix-neuf ans et estimé le nombre total d'années de scolarisation sur la base du niveau suivi actuellement ou le plus récemment. Leurs constats suggèrent qu'un revenu sous forme de pension a un plus grand impact positif sur l'éducation des filles que sur celle des garçons et que les effets positifs sur les jeunes filles apparaissent si la pension est versée à une femme. Une autre étude sur le même sujet (Samson et al., 2004) indique que le fait de recevoir la pension de retraite publique *State Old Age Pension* est associée à une

réduction d'approximativement 20 à 25 pourcent de la déscolarisation. Cette réduction atteint environ un tiers lorsque les revenus sont aux mains des femmes. Toutefois, lorsque le bénéficiaire est un homme, aucun impact satisfaisant n'est visible. Avec l'augmentation des revenus du ménage, les enfants sont davantage susceptibles d'être scolarisés. Par ailleurs, dans les ménages dont le chef de famille est une femme, il est plus probable que les enfants soient scolarisés. De même, la présence de personnes âgées dans le ménage est associée à un taux de scolarisation plus élevé.

De par la nature inconditionnelle des transferts en espèces, ces programmes n'ont pas la latitude nécessaire pour avoir un impact significatif sur l'achèvement du cycle primaire par les filles ou leur transition vers le cycle secondaire. Les frais de scolarisation des filles dans le cycle secondaire sont importants. Il importe que tout calcul des dons en espèces destinés à l'enseignement secondaire des filles comprenne essentiellement tous les coûts directs et indirects afin de déterminer le montant approprié. Il est clair que tout impact sur les résultats en

termes de scolarisation des filles ne se fait que lorsque l'argent reçu vient en complément de divers dons en espèces et est spécifiquement alloué à l'éducation des filles, du cycle primaire jusqu'à la fin du secondaire. La scolarisation des filles dépend fortement de la disponibilité d'espèces en surplus dans le ménage. Pour qu'un don en espèces ait un impact sur les résultats en termes de scolarisation des filles, il doit couvrir les divers frais associés à l'école et compenser les coûts d'opportunité.

## Les programmes de transferts conditionnels en espèces

Contrairement aux TESC, les TCE comportent des conditions précises d'allocation du don en espèces. Ces conditions impliquent généralement la participation de la famille bénéficiaire à des initiatives dans les secteurs de l'éducation et / ou de la santé, tels que l'inscription à l'école des enfants, surtout

### Annexe 1. Aperçu : les programmes de TEC et leurs effets sur l'éducation des filles en Amérique latine (Brésil, Colombie, Mexique, Équateur et Nicaragua)

Pays & programme	Paiement – équivalent en \$US	Conditions
<p><b>BRÉSIL – Bolsa Familia, débuté en 2003.</b> Éligibilité : le revenu mensuel per capita de la famille se situe entre 60 et 120 réaux (environ 60 \$US) et celle-ci doit comprendre des enfants de moins de 16 ans, ou une femme enceinte ou allaitante.</p> <p>Une famille au revenu mensuel per capita inférieur à 60 Réaux est classée comme étant très pauvre et reçoit des paiements même si elle n'a aucun enfant, femme enceinte ou allaitante. Le paiement actuel aux familles très pauvres est de 62 réaux.</p> <p>12 millions de familles participantes (environ 46 millions de personnes, 1/4 de la population brésilienne) ont reçu des paiements de Bolsa en 2011.</p> <p><i>Impact:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chute du taux de pauvreté, passé de 12 % à 4,8 % entre 2003 et 2008</li> <li>- 42 % des familles déclarent avoir une meilleure nutrition (Murao et al., 2011)</li> <li>- 88 % de la valeur des terres transférées sont utilisés pour la consommation alimentaire</li> <li>- Amélioration de la lutte contre la faim (Duarte, Sampaio &amp; Sampaio, 2009)</li> <li>- Effets significatifs sur la malnutrition (Soares et al., 2010)</li> <li>- Efficacité pour la fréquentation scolaire et la progression dans le cursus scolaire, mais efficacité moindre contre le taux d'abandon</li> <li>- Diminution de la probabilité d'absence et d'abandon</li> <li>- Chez les enfants de 6 à 17 ans, augmentation de la fréquentation scolaire entre 3,7 % et 4,4 % dans l'ensemble</li> <li>- Chez les filles de 15 à 17 ans, augmentation de la fréquentation scolaire de 9,2 % et dans les zones rurales, pour le même groupe d'âge, de 9,3 % ; dans la région pauvre du Nord-est, la fréquentation scolaire des filles de 6 à 17 ans a augmenté de 11,7 %, les meilleurs résultats parmi les plus pauvres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 18 \$ par ménage ; 5 \$ par enfant (jusqu'à trois enfants)</li> <li>- Le paiement mensuel par enfant est d'environ 8 \$ jusqu'à 15 ans et moins de 15 \$ pour les enfants de 16 ou 17 ans.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les enfants jusqu'à 6 ans doivent avoir un carnet de vaccination à jour</li> <li>• Les femmes enceintes et allaitantes doivent se rendre à des consultations « régulières » dans les centres de santé</li> <li>• Les enfants jusqu'à 15 ans doivent se rendre à des consultations « régulières » dans les centres de santé.</li> <li>• Les enfants de 6 à 15 ans doivent être scolarisés et fréquenter l'école au moins 75 % du temps.</li> <li>• Les enfants à risque jusqu'à 15 ans doivent être bénéficiaires de services de cohabitation et de renforcement des liens et doivent fréquenter l'école au moins 85 % du temps.</li> </ul>

### Exemples internationaux de programmes de transferts en espèces sans conditions et d'éducation des filles

#### Éthiopie – Le Programme de filet de protection de la productivité (Productivity Safety Net Programme - PSNP)

Le Programme de filet de protection de la productivité (PSNP) apporte une sécurité alimentaire pour les ménages dont la vulnérabilité alimentaire est prévisible en leur fournissant des transferts en espèces destinés à l'alimentation, soit du « cash pour de la nourriture pour du travail » soit « gratuit » sur un mode régulier et prévisible pour une période de cinq ans. Au sein de ces programmes, 15 pourcent des participants ont utilisé une partie des dons de transferts en espèces sans conditions pour l'éducation. Trente-deux pourcent des ménages ont signalé qu'ils avaient pu inscrire davantage d'enfants à l'école l'année de l'étude que l'année précédente, et 43 pourcent ont pu maintenir les enfants à l'école plus longtemps ou cours de l'année. Il n'existe cependant aucune donnée disponible ventilée par sexe sur l'impact spécifique sur de la scolarisation des filles, ce qui est habituel avec les programmes de TESC (Devereux et al., 2006).

#### Équateur – Bono Solidario

Le programme de transfert en espèces de l'Équateur, *Bono Solidario*, a été lancé comme filet de protection pour compenser les familles pauvres de l'élimination des subventions destinées aux dépenses de gaz et d'électricité. La scolarisation des enfants n'était pas une exigence de ce programme. Au départ, ce dernier utilisait une stratégie d'auto-ciblage axée sur les mères dont les revenus étaient inférieurs à 40 \$US, les personnes handicapées et les personnes âgées. Au moment du lancement du programme, les mères recevaient environ 15 \$US par mois, les personnes âgées et / ou handicapées, 7,50 \$US. En moyenne, la part du revenu perçu via *Bono Solidario* dans les dépenses totales du ménage était de 11 pourcent en 1999. Au cours de l'année 2000, le programme a atteint 1,2 million de ménages bénéficiaires, soit environ 45 pourcent des ménages équatoriens.



Pays & programme	Paielement – équivalent en \$US	Conditions
<p><b>COLOMBIE – Familias en Accion, débuté en 2001</b> : Couvre 20 % des ménages les plus pauvres, 30 % de la consommation des ménages avant le transfert</p> <p><i>Impact:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation du taux d'inscription scolaire pour les enfants de 12 à 17 ans, de 5,2 % dans les zones urbaines et 10,1 % dans les zones rurales</li> <li>- Amélioration de l'état nutritionnel et du taux de mortalité infantile</li> <li>- Augmentation de la consommation de protéines et de légumes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 \$ par ménage</li> <li>- Le don est environ de 8 \$ pour les enfants scolarisés en primaire et de 16 \$ pour les enfants scolarisés dans le cycle secondaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les enfants jusqu'à 4 ans doivent participer à des consultations de surveillance de la croissance conformément au protocole du Ministère de la Santé (6 consultations par an jusqu'à 1 an, deux par an jusqu'à 3 ans et une par an pour les enfants âgés de 3 à 4 ans)</li> <li>• Les mères doivent assister à deux ateliers d'éducation à la santé par mois</li> <li>• Les enfants de 6 à 17 ans ne reçoivent un don mensuel que s'ils assistent à 80 % des cours dispensés à l'école.</li> </ul>
<p><b>MEXICO – Progres, Oportunidades (anciennement PROGRESA), débuté en 1997</b> : La valeur du transfert représente près de 25 % de la valeur moyenne de la consommation du ménage</p> <p><i>Impact:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les inscriptions dans le secondaire ont augmenté de façon importante, de 20 % pour les filles et de 10 % pour les garçons</li> <li>- Effets importants déclarés sur la santé et la nutrition</li> <li>- Scolarisation en hausse pour le primaire et le secondaire jusqu'en 3e avec amélioration du nombre d'années scolaires en plus de 0,66 ans jusqu'en 3e (7,2 ans pour les filles et 0,64 pour les garçons)</li> <li>- Compte tenu du fait qu'un jeune de 18 ans a en moyenne été scolarisé 6,2 ans, grâce à PROGRESA, on escompte une augmentation du niveau de scolarisation parmi les enfants mexicains pauvres des zones rurales de 10 %</li> <li>- Augmentation du maintien des enfants à l'école</li> <li>- 6,5 millions de familles participent aujourd'hui au programme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soins de santé élémentaires pour toute la famille pris en charge par les institutions de santé publique</li> <li>- Pour la nutrition, le transfert fixe mensuel est d'environ 15,5 \$ (155 pesos) pour une meilleure consommation alimentaire, ainsi que pour des compléments alimentaires pour les enfants âgés de 4 mois à 2 ans, les enfants souffrant de malnutrition de 2 à 4 ans, les femmes enceintes et allaitantes</li> <li>- Pour l'éducation, les dons sont fournis pour le primaire et le secondaire. Les dons augmentent progressivement au fil du cursus scolaire, et à partir du secondaire, les dons sont plus élevés pour les filles</li> <li>- Les dons mensuels vont de 10,5 \$ (105 pesos) en 3e année scolaire à 58 \$ (580 pesos) pour les garçons et 66 \$ (660 pesos) pour les filles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les enfants jusqu'à 23 mois doivent être pleinement vaccinés et se rendre à des consultations de suivi de la croissance tous les deux mois</li> <li>• Les enfants de 24 à 60 mois doivent être pleinement vaccinés et se rendre à des consultations de suivi de la croissance tous les quatre mois</li> <li>• Les femmes enceintes doivent se rendre à au moins quatre consultations prénatales</li> <li>• Les femmes allaitantes doivent se rendre à au moins deux consultations de soins post-partum</li> <li>• Les autres membres de la famille doivent faire un bilan de santé annuel</li> <li>• Les membres de la famille adultes doivent assister à des discussions sur la santé (pour les chefs de famille femmes, tous les deux mois, et pour tous les autres adultes, une fois par an)</li> <li>• Les enfants doivent être scolarisés normalement</li> <li>• La mère de la famille a la responsabilité de la conformité aux critères d'éligibilité</li> </ul>

Pays & programme	Paielement – équivalent en \$US	Conditions
<p><b>ÉQUATEUR – Bono de Desarrollo Humano (BDH), débuté en 2003</b> : Une sélection méticuleuse des ménages selon un indice de bien-être composé, sur la base de données sur la consommation du ménage, le niveau d'éducation, les caractéristiques du logement et l'accès aux services, ventilées par les principales composantes. Cet indice est connu sous le nom de Selben. Les ménages ayant fait l'objet de l'enquête Selben sont classés selon le score obtenu. En théorie, 40 % des ménages en Équateur, ceux qui ont obtenu le score Selben le plus bas sont éligibles pour les transferts BDH aux femmes via la banque. Le transfert de 15 \$ représente 7 % des dépenses pré-transfert du ménage moyen.</p> <p><i>Impact:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'effet sur l'inscription est d'environ 9,8 à 12,8 %</li> <li>- L'effet sur le travail des enfants est entre 15,4 % et 20,7 %</li> <li>- L'effet du programme sur les élèves de 6e est de 17,8 %</li> <li>- La probabilité de travail diminue de 5,4 % à 6,2 % pour les bénéficiaires</li> <li>- Les enfants sont plus susceptibles de cesser le travail pendant la période scolaire et moins susceptibles de commencer à travailler</li> <li>- Les enfants qui travaillent le font 2,5 heures de moins que les autres enfants</li> <li>- Il n'y a pas d'inégalité des sexes en terme de niveau de scolarisation en Équateur ; les taux d'inscription sont plus élevés pour les filles que pour les garçons, ce qui est marginal (Schady et Araujo, 2006) Le programme a couvert environ 1,1 million de ménages, soit 40 % de la population</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les bénéficiaires reçoivent un transfert en espèces de 15 \$ par mois par famille.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La composante sur l'éducation exige la scolarisation des enfants de 6 à 15 ans, et une fréquentation scolaire d'au moins 90 % des jours de classe dans le mois</li> <li>• Pour la composante sur la santé, les enfants de moins de 6 ans doivent faire un bilan médical 2 fois par mois dans un centre de santé où s'effectue un suivi de leur croissance et développement et où ils reçoivent compléments alimentaires et vaccins</li> </ul>

des filles, ou des bilans de santé réguliers pour la famille. C'est en Amérique latine que les TCE ont été le plus largement mis en œuvre. Leurs stratégies programmatiques ont évolué et sont inspirées des programmes de TCE les plus réussis : *Bolsa Familia* au Brésil et *PROGRESA* au Mexique (Annexe 1). Depuis *Bolsa Familia*, de nombreux programmes d'assistance sociale ont été mis en place dans les pays d'Amérique latine, axés sur les populations les plus démunies. Les premières critiques de programmes tels que *Bolsa Familia* portaient sur le fait que les familles ciblées n'étaient pas correctement identifiées et ne faisaient généralement pas partie de la population la plus pauvre du pays. Au fil du temps, l'identification systématique des bénéficiaires a permis d'évoluer vers un programme plus efficace, comme le *Bono de Desarrollo Humano* (BDH) en Équateur (Annexe 1).

Les TCE ont très spécifiquement précisé l'éducation des filles comme aspect essentiel dans le temps, et plus précisément l'enseignement secondaire pour les filles. Au Mexique, par exemple, le fait que *PROGRESA* cible les filles scolarisées dans le cycle secondaire répond au problème spécifique du fort taux de déscolarisation des filles à ce niveau. Le montant des transferts destinés aux filles dans le secondaire est supérieur à celui des garçons. Dans tous ces programmes, l'obligation de satisfaire les conditions incombe à la mère.

Les TCE ont toujours rencontré un grand succès en termes de participation des filles en primaire, et encore davantage dans le cycle secondaire, comme le montre l'augmentation des inscriptions et de la fréquentation scolaire au Brésil, Mexique,

Pays & programme	Paielement – équivalent en \$US	Conditions
<p><b>NICARAGUA – Red de Proteccion Social, débuté en 2000</b> : Les montants des transferts en espèces pouvaient représenter jusqu'à 18 % des dépenses typiques d'un ménage bénéficiaire</p> <p><i>Impact:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éducation : augmentation de 20 % de l'inscription et de la fréquentation scolaire (pour les populations pauvres, 23 % et 33 % pour les populations extrêmement pauvres)</li> <li>- 25 % d'augmentation de la consommation des ménages</li> <li>- Augmentation générale de la consommation de fruits et de légumes</li> <li>- Augmentation des inscriptions scolaires</li> <li>- Augmentation des dépenses relatives à l'éducation</li> <li>- 15 % des enfants de moins de 5 ans avaient effectué un bilan de santé dans les 6 mois précédents</li> <li>- Baisse de 7,4 % des retards de croissance dans le groupe traité (mais cet effet n'est pas remarquable, comparé à la réduction élargie des retards dans la communauté)</li> <li>- L'amélioration de l'utilisation des services de santé par les enfants était supérieure dans les ménages les plus pauvres (Moore, 2009)</li> <li>- Le programme était bien ciblé : 81 % des bénéficiaires faisaient partie de la population la plus démunie</li> <li>- Les compléments de fer ont augmenté pour passer de 25 % à près de 80 % mais sans affecter les taux d'anémie très élevés</li> <li>- Le programme a amélioré certains aspects de l'émancipation des femmes (Adato 2008)</li> </ul>	<p><i>Dans Red de Proteccion II :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 168 \$ par ménage la première année</li> <li>- 145 \$ par ménage la deuxième année</li> <li>- 126 \$ par ménage la troisième année</li> <li>- Transfert éducatif : les ménages bénéficiaires avec au moins un enfant entre 7 et 13 ans qui n'avait pas terminé le niveau de CM1 reçoivent 90 \$ par an</li> <li>- Pack scolaire : Les ménages ciblés avec des enfants scolarisés en maternelle ou CP reçoivent 25 \$ par enfant et par an</li> <li>- Transfert pour l'éducation : les ménages ciblés sont ceux ayant des enfants scolarisés en maternelle ou CP mais le bénéfice de 8 \$ par enfant et par an est donné au comité consultatif local de l'école ou à l'enseignant</li> <li>- Transfert pour la santé : les fournisseurs de services de santé privés reçoivent 90 \$ par ménage et par an</li> <li>- Formation professionnelle : depuis la fin de l'école primaire, les jeunes âgés de 14 à 25 ans reçoivent une aide gratuite sur demande pour participer à trois mois de cours (suivant les professions) ; un transfert pour couvrir les coûts d'opportunité de 15 \$ par mois et un transfert unique de 200 \$ à la fin de la formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les femmes et les adolescents doivent suivre deux séances de formation par mois</li> <li>• Les enfants de 0 à 9 ans doivent être en conformité aux exigences de Ministère de la Santé en matière de vaccination</li> <li>• Les enfants, adolescents et femmes en âge de procréer doivent se rendre aux rendez-vous médicaux requis</li> <li>• Tous les enfants de 7 à 13 ans qui n'ont pas été scolarisés jusqu'au CM1 doivent être scolarisés avec un maximum de 3 absences non justifiées par mois (85 % fréquentation).</li> <li>• Le ménage doit remettre le transfert éducatif de l'offre tel que spécifié</li> <li>• Pour recevoir les packs scolaires : les enfants doivent être scolarisés au début de l'année scolaire</li> <li>• Pour les transferts éducatifs : les enfants éligibles d'un ménage doivent être scolarisés, et l'enseignant doit participer à l'association locale des parents, sponsorisé par le Ministère de l'Éducation</li> <li>• Pour les transferts destinés à la santé : ils payés selon les objectifs et les services de santé fournis</li> <li>• Pour les transferts couvrant les coûts d'opportunité : obligation d'assister aux formations professionnelles</li> <li>• Pour recevoir un transfert de production unique : le bénéficiaire doit élaborer un plan d'entreprise</li> <li>• Le transfert en espèces de la fin de la formation doit servir d'investissement dans les frais de lancement d'une micro-entreprise dans la profession choisie</li> </ul>

en Colombie et au Nicaragua (Annexe 1). Leur efficacité a été particulièrement importante auprès des filles les plus démunies et défavorisées. Ces programmes ont également contribué à d'importants résultats en termes de scolarisation globale dans ces segments de la population. Ils ont permis de réduire le taux d'abandon et de redoublement et ont montré une progression constante dans le cursus scolaire. Les programmes ont bénéficié aux enfants les plus âgés des classes, et, en même temps, ont considérablement amélioré la régularité de la fréquentation scolaire de ceux qui étaient souvent absents. Au Mexique, par exemple, au niveau de la 5e, au moment où le plus fort taux d'abandon des filles accompagne le passage du primaire au

secondaire, PROGRESA a montré qu'il avait le plus fort impact, avec 14,8 pourcent.

Des taux d'inscription en hausse sont également observés dans l'enseignement post-primaire. Par exemple, dans le programme *Bolsa Familia*, une augmentation de six pourcent de la progression dans le cursus scolaire a été remarquée, qui s'ajoute aux effets importants dus à la scolarisation au-delà de 14 ans. Des effets semblables ont été remarqués au Nicaragua, sous le programme *Red de Proteccion*, avec une augmentation de 20 pourcent de la fréquentation scolaire des enfants âgés de sept à treize ans, tandis que celle des filles augmentait de 17 pourcent.

### Exemples internationaux de programmes de transferts conditionnels en espèces et d'éducation des filles : le Bangladesh et la Turquie

#### Bangladesh – Le programme d'allocation pour la scolarisation des filles dans le secondaire (Female Secondary School Stipend Program - FSSAP)

Le Programme d'allocation pour la scolarisation des filles dans le secondaire (FSSAP) a été introduit par le Gouvernement du Bangladesh en 1994 pour augmenter l'inscription et la fréquentation des filles dans le cycle secondaire. Le programme comprenait une stratégie multiple : il couvrait les frais de scolarité et fournissait une allocation mensuelle pour les filles célibataires en zone rurale jusqu'en classe de seconde qui fréquentaient un établissement reconnu, restaient célibataires, avaient un taux de fréquentation minimum de 75 pourcent et une note d'au moins 45 pourcent dans les examens annuels (réussite de l'examen à 35 pourcent). L'allocation et les frais de scolarité pour chaque fille faisaient un total combiné de : 906 Tk (11,67 \$US) pour les filles inscrites dans des écoles non publiques et 847 Tk (10,91 \$US) pour les filles inscrites dans les écoles publiques.

L'objectif final du programme était de maintenir les filles à l'école pour une plus longue période, afin de retarder mariage et grossesse. Les filles mariées étaient exclues du programme et les filles éligibles pouvaient s'inscrire dans n'importe quel établissement scolaire (public, privé ou religieux) de leur choix, le paiement étant simplement conditionné par l'inscription dans un établissement du secondaire. Le respect des conditions (fréquentation scolaire, bonnes notes et célibat) connaît un grand succès. En 2005, 4 pourcent des filles ont dû sortir du programme pour non-respect de ces conditions.

L'augmentation rapide des inscriptions dans l'enseignement secondaire facilités par le FSSAP ne traite toutefois pas des problèmes de qualité de l'enseignement qui sont apparus au cours du programme. Par exemple, la collaboration avec les enseignants dans le but d'améliorer leur connaissance de la matière enseignée, ainsi que la sensibilisation des enseignants aux questions de genre dans leur enseignement et aux stratégies d'apprentissage sont des aspects importants de la qualité éducative qui ne sont pas traités dans ce programme. ►

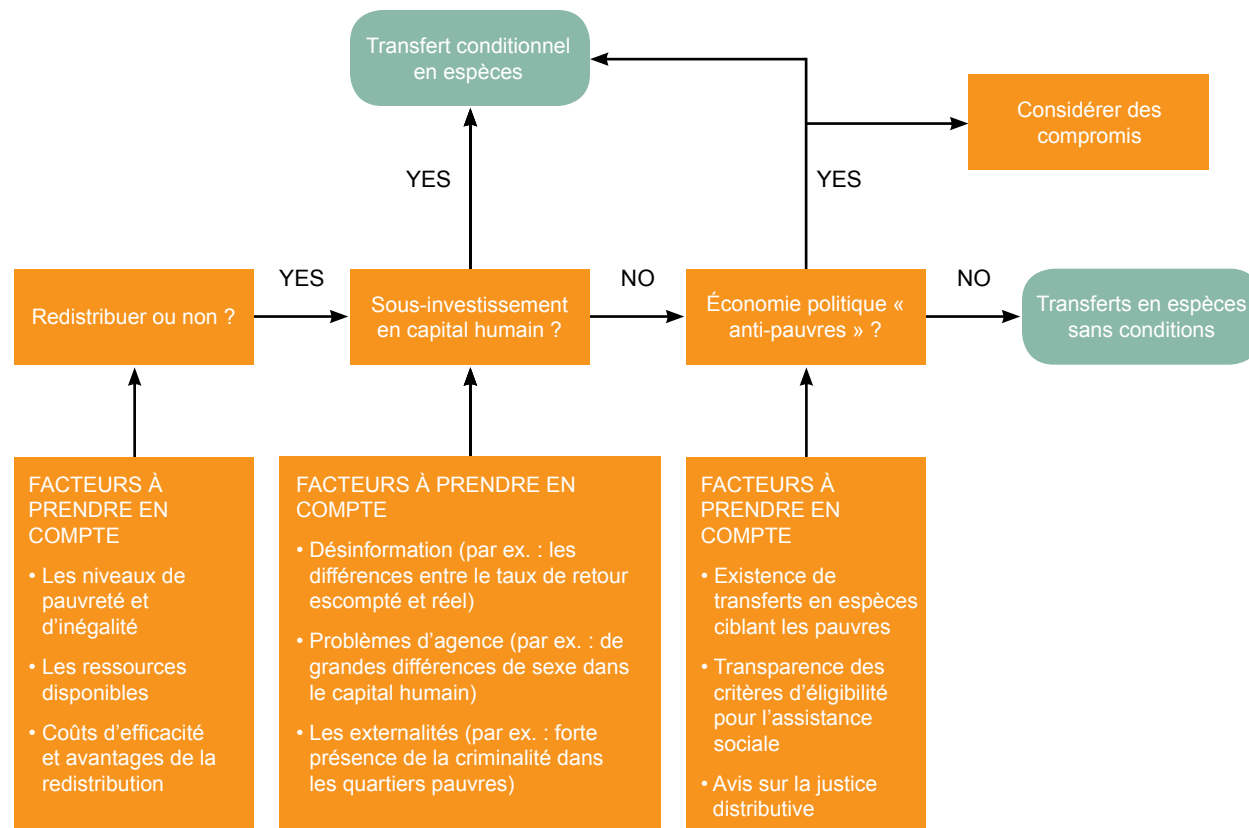
## Conclusions

Les faits empiriques en provenance de toutes les régions du monde indiquent qu'une augmentation des investissements dans le capital humain des femmes, surtout en matière d'éducation, devrait être une priorité des pays qui cherchent à accroître à la fois leur taux de croissance économique et le bien-être de leur population. Décider de l'outil politique le plus approprié peut sembler une véritable gageure (Figure 2) mais il est toutefois indéniable qu'investir dans un enseignement secondaire de qualité pour les filles génère des résultats très positifs en termes de retours économiques et sociaux. Dans de nombreux cas, les programmes de transfert ont un impact positif sur l'inscription des filles et le fait qu'elles restent scolarisées. Les programmes de transferts conditionnels en espèces, basés sur la condition

d'une scolarisation des filles dans le cycle secondaire, peuvent constituer une première étape dans la rupture du cycle intergénérationnel de la pauvreté auquel sont confrontés des millions de personnes dans le monde. Les programmes de transferts en espèces coordonnés avec d'autres programmes nationaux devraient également être considérés, en supplément des stratégies liées selon le contexte et qui visent à accélérer la participation des filles à l'enseignement secondaire.

<sup>1</sup> This briefing note was written by Amritpal Sandhu. It was adapted from a draft report written by Joshi Sudhanshu and his report served as the primary resource for this discussion paper. The UN Girls' Education Initiative also provided support in the development of this paper.

Figure 2 : Arbre de décision : la méthode d'identification des programmes de TCE comme outil politique adéquat



Source : Fiszbein et Schady, 2009

## Turquie – Composante du Projet d'atténuation des risques sociaux (Social Risk Mitigation Project - SRMP)

Le programme de Transferts conditionnels en espèces de la Turquie, inclus dans le Projet d'atténuation des risques sociaux (SRMP) est un programme de transfert pour une assistance sociale auprès de 9 pourcent de la population la plus pauvre. Les objectifs spécifiques du programme étaient d'atteindre 1,1 millions de bénéficiaires, augmenter le taux de fréquentation scolaire des pauvres, diminuer le taux d'abandon, augmenter le taux de vaccination et l'utilisation des établissements de santé. Quant à la composante d'éducation, le TCE était versé à condition que les enfants recevant ce soutien éducatif aient un taux de fréquentation scolaire minimum de 80 pourcent du total des jours d'école et ne redoublent pas plus d'une fois la même classe.

Le programme était chargé d'augmenter le taux d'inscription scolaire des filles de 10,7 pourcent. Au vu des résultats, les filles âgées de 14 à 17 ans dont les familles avaient reçu des transferts éducatifs étaient beaucoup plus susceptibles d'être inscrites dans le cycle secondaire que celles des familles non bénéficiaires. Les estimations indiquent également que dans les zones rurales, le programme de TCE a engendré une hausse de 16,7 pourcent de probabilité d'inscription dans le secondaire des enfants âgés de 14 à 17 ans. Pour les garçons des zones rurales, l'impact estimé est encore plus grand. Les garçons bénéficiaires ont connu un taux d'inscription dans le secondaire supérieur de 22,8 pourcent à celui des non bénéficiaires, du fait de leur participation au programme. Dans les écoles secondaires, les transferts éducatifs du programme de TCE ont entraîné une hausse du taux de fréquentation scolaire des filles de 5,4 pourcent. Comme pour les écoles primaires, cet effet a suivi les impacts dans les zones urbaines, où les filles des familles bénéficiaires des transferts éducatifs ont connu un taux de fréquentation net supérieur de 6,2 pourcent à celui des filles des familles non bénéficiaires.

Malgré les succès, de sérieux obstacles subsistent : les notions culturelles sur l'importance du mariage, la maternité précoce, la perception selon laquelle une fille qui continue à fréquenter l'école au-delà de la puberté constitue une menace pour l'honneur de sa famille et les problèmes de sécurité liés aux longues distances parcourues pour atteindre l'établissement scolaire. Le programme a toutefois permis de sensibiliser les populations à l'éducation des femmes et renforcé les espoirs entretenus par les ménages défavorisés selon lesquels l'éducation est un moyen d'améliorer la vie de leurs enfants. De plus, les parents et les élèves filles reconnaissent que sans le programme de TCE, ils auraient eu davantage de réticences à envoyer leurs filles l'école au-delà de l'âge de huit ans. L'utilisation des programmes de TCE en Turquie fournit aperçu de la façon dont de telles initiatives pourraient potentiellement être associées d'autres stratégies en réponse aux normes culturelles enracinées, préoccupations d'ordre sécuritaire quant au transport des filles jusqu'à ainsi qu'aux autres obstacles à l'éducation des filles.

Pour de plus amples détails sur l'enseignement secondaire des filles, ainsi que d'autres exemples de programmes de transferts d'espèces réussis, veuillez consulter les ressources suivantes :

Site Web de l'Initiative des Nations unies pour l'éducation des filles : [www.ungei.org](http://www.ungei.org)

Site du Partenariat mondial pour l'éducation : [www.globalpartnership.org](http://www.globalpartnership.org)

## Bibliographie

Baird, S., Ferreira, F. H. G., Ozler, B., Woolcock, M. 2013. Relative Effectiveness of Conditional and Unconditional Cash Transfers for Schooling Outcomes in Developing Countries: A Systematic Review. Campbell Systematic Reviews 2013:8. The Campbell Corporation : Norvège.

Fiszbein, A. et Schady, N. 2009. Conditional Cash Transfers: Reducing Present and Future Poverty. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement / La Banque mondiale : Washington.

Rihani, M. 2013. Keeping the Promise: Five Benefits of Girls' Secondary Education. Academy for Educational Development (AED) : Washington.

Sudhanshu, Joshi. 2012. "Accelerating Transition of Girls to Secondary Education: A Call for Action." Partenariat mondial pour l'éducation : Washington.

UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). 2012. World Atlas of Gender Equality in Education. UNESCO : Paris.

**United Nations Children's Fund (UNICEF)**  
3 United Nations Plaza  
New York, NY 10017, USA

© United Nations Children's Fund (UNICEF)  
April 2014